Zeitschrift: Protar

Herausgeber: Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft; Schweizerische Gesellschaft der Offiziere des Territorialdienstes

Band: 17 (1951)

Heft: 3-4

Artikel: La leçon coréenne

Autor: [s.n.]

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-363370

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 23.08.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Ortsflab. Dazu gesellten sich noch 368 schwere und 335 leichte Batterien, die an der Kanalküste bis zur Reichsgrenze gegen einfliegende feindliche Verbände von England eingesetzt waren. Wollten wir unsere Städte in gleichem Masse im Verhältnis zur Bevölkerungszahl schützen wie Deutschland, so müssten wir über 70 schwere und 40 leichte Batterien nur für Ortsflab verfügen. Besitzen wir diese in solcher Zahl? Nein! Zudem hat es sich erwiesen, dass diese relativ gute Ausstattung mit Flab die englischen Angriffe auf Deutschland nur stören, aber nicht verhindern konnte, da sich die Verluste der angreifenden Verbände in erträglichen Grenzen hielten.

5. Wir ziehen daraus die Schlüsse. *Die schweizerische Zivilbevölkerung wird in einem künftigen Kriege weder von der Flugwaffe noch von der Flab in entscheidendem Masse vor Luftangriffen geschützt werden. Dabei werden diese Flugangriffe in überraschend kurzer Zeit erfolgen wegen der kurzen Anflugdistanzen. Wie intensiv Kriegsmächte, die über eine entsprechende Luftwaffe verfügen, vorgehen, zeigt uns Korea, und auch, was eine ungeschützte Zivilbevölkerung für Leiden zu erwarten hat.*

Ich halte es für falsch, diese Tatsachen unseren Leuten nicht klar vor Augen zu führen, aus Angst, eine Kriegspsychose zu erzeugen. Wir müssen alle wissen lassen, was ihnen bevorstehen kann, und auf diese Lage hin muss all unser Bemühen zum Schutz der Zivilbevölkerung gerichtet sein. Nur wer die Gefahr kennt, sich für sie vorsieht, wird sie im Ernstfall überstehen. Lassen wir unsere schweizerische Zivilbevölkerung im ungewissen, allen Gerüchten und Aengsten preisgegeben, so züchten wir den besten Nährgrund für Panik. Und dies ist viel schlimmer als alle Aufklärung. Das ist der Grund und Auftrieb zur Gründung des thurgauischen Luftschutz-Verbandes, der sich zum Ziele setzt, über alle Gefahren und Schutzmöglichkeiten des Luftkrieges klares Wissen zu verbreiten, den Willen zum Selbstschutz und zu gemeinsamer Abwehr auch im Hinterland, im Hause, in der Gemeinde zu wecken und zu fördern, den Willen der Behörden zu aktiver und schneller Durchführung der vorgesehenen Massnahmen anzustacheln und auf diese Weise auch das Hinterland zu einem starken Glied der Landesverteidigung zu machen.»

La leçon coréenne

Les articles des correspondants de guerre, témoins oculaires en Corée, nous renseignent sur la lamentable situation des réfugiés, fuyant les bombardements et les zones de combat: «...Silencieusement, comme terrassées par le sort, de longues colonnes de réfugiés de tout âge et de toute condition, s'allongent sur chaque côté de la route... portant une partie du patrimoine familial.»

C'est le tragique exode du troupeau humain noyé dans la poussière, cherchant refuge devant les horreurs de la guerre. «...Devant la mairie, poursuit le correspondant de guerre, les réfugiés, après avoir marché pendant vingt-quatre heures, sans autre nourriture que la poussière de la route, attendent que les autorités locales leurs fassent l'aumône de quelques poignées de riz.»

Tel est le triste aspect des routes coréennes et des gens qui vivent «d'une poignée de riz par jour, traînant avec eux le spectre du typhus et présageant la famine comme une nuée de sauterelles». Cet immense piétinement de centaine de milliers de réfugiés logent à la belle étoile, ou sont entassés, par les autorités, dans les théâtres, cinémas, granges.

Voici donc l'état dans lequel se trouve la population civile de Corée où on n'attendait pas la guerre et où, par conséquent, des mesures de protection pour la population civile n'ont pas été prises. Chaque pays peut se trouver subitement dans une situation analogue, car une attaque peut être entreprise sans aucun avertissement, avec l'effet soudain et dévastateur.

Il est évident que ce sont les centres d'industrie et d'habitation qui seront les principaux objectifs de bombardements dans les guerres futures. C'est pourquoi, d'avance, il est nécessaire de prendre des mesures pour préserver la population civile de souffrances superflues. On ne peut pas laisser les civils périr sous les ruines de leurs maisons, ou errer sur les routes, exposés à la famine, aux épidémies, aux attaques aériennes.

Du point de vue militaire aussi, ces civils errants encombrent les routes, créant des embouteillages et rendant difficile le mouvement des troupes et leur ravitaillement. Ce va-et-vient de fugitifs permet également l'infiltration des agents et saboteurs ennemis, qui seront difficilement «dépistés». Et peut-on ne pas tenir compte de l'état d'esprit du combattant qui, dans son blindé, dans sa tranchée ou dans sa casemate, est en souci pour sa famille se trouvant dans une ville qui à chaque instant peut être bombardée, ou que les siens fuyant l'ennemi, s'exposent à la mort en errant sur les routes à la recherche d'un refuge.

La guerre moderne fait de la population civile un objectif direct, car elle n'est plus actuellement, une affaire exclusive des forces armées et implique la nation tout entière. Si le combattant exécute une tâche périlleuse, il a aussi les armes nécessaires pour se défendre. Par contre, les civils qui en raison d'un état physique, de l'âge ou d'autres motifs, ne participent pas directement aux hostilités, supportent néanmoins toutes les conséquences meurtrières de la guerre, sans possibilité de se protéger.

Le problème le plus urgent donc la protection des civils et il ne doit pas être négligé. La population est en droit d'attendre à ce qu'un programme spécial de protection soit mis en œuvre. C'est pourquoi aujourd'hui, comme il l'a déjà fait dans des publications antérieures, le Comité international des Lieux de Genève demande que des mesures urgentes soient prises pour atténuer les souffrances des mères, enfants, vieillards et malades, en suggérant l'établissement des zones de refuge, dites *Lieux de Genève.*

Les zones de refuge doivent comprendre des camps — situés loin des agglomérations, des centres militaires et grandes voies de communication — composés de baraques pour quatre familles, de dortoirs communs, de logements de fortune et d'abris, dispersés dans les forêts, vallons ou régions montagneuses, comme le prévoit le Plan général pour l'établissement des zones de refuge. C'est dans ces camps que certaines catégories de la population doivent pouvoir être immédiatement évacuées en cas d'invasion ou de bombardement.

La population civile doit être renseignée sur le comportement en cas de danger ou d'attaque. Elle doit aussi avoir la certitude qu'un programme existe et que des mesures de pro-

tection sont prises et seront sans retard mises en pratique en cas de nécessité. Ce sont des considérations d'ordre psychologique et d'une grande importance, car elles renforcent la confiance de la population et évitent la panique. Les exemples d'affolement et leurs terribles conséquences, en temps de guerre, sont nombreux; on a constaté qu'ils proviennent avant tout de l'ignorance et de l'absence totale de tout programme d'une activité publique.

La leçon coréenne doit être un avertissement sérieux. La panique et l'exode, avec leurs conséquences tragiques, peuvent être évités par des mesures d'instruction et d'information du public, et surtout par la discipline. Le principal facteur de calme et de sécurité en cas de danger ou de guerre, est la certitude qu'une autorité responsable existe et qu'un plan d'action est prêt pour assurer la protection efficace de la population civile. *Lieux de Genève.*

Kleine Mitteilungen

Belüftung von Schutzräumen

In Nr. 11/12 des letzten Jahrganges haben wir unter dieser Ueberschrift einen Artikel veröffentlicht, bei dem sich drei Druckfehler eingeschlichen haben, die hier berichtigt seien:

Der Drehkolben-Luftförderer funktioniert derart, dass im Innenraum des Gebläses zwei parallel zur Gehäuseachse gelagerte Drehkolben bei gegenläufiger Drehung einander in jeder Stellung längs einer Mantellinie bis auf einige hundertstel (nicht tausendstel) Millimeter nahekommen und dadurch die Ansaugseite des Gebläses von der Druckseite abschliessen.

Das Drehkolbengebläse SMG hat gerade den Vorteil, dass die Luft stossfrei (nicht stossweise) einströmt und dadurch die Belüftung des Raumes sehr gleichmässig erfolgt.

Bei Handantrieb des Drehkolbengebläses liegt das Maximum des Ansaugwiderstandes bei ungefähr 350 mm Wassersäule (nicht 3500 mm).

Es sei noch einmal daran erinnert, dass das Drehkolbengebläse für manuellen Antrieb allein und für manuellen und motorischen Antrieb hergestellt wird, wie es die beiden Abbildungen veranschaulichen.

Bau von Luftschutzräumen

Zum erstenmal seit dem letzten Weltkrieg wird nun in Schweden auch der Bau öffentlicher Luftschutzräume in Angriff genommen, und zwar vorläufig in den grösseren Städten mit 30 000 Einwohnern als unterer Grenze. Die neuen Schutzräume, die 80 Millionen Kronen kosten, wovon 30 Millionen auf öffentliche Schutzräume entfallen, sollen allen Kampfmitteln, soweit sie bis jetzt bekannt sind, standhalten. Stockholm erhält fünf bis zehn Schutzräume dieser Art für etwa 40 000 Personen. Im Kriegsfall soll die Evakuierung der grösseren Städte erfolgen; die neuen Schutzräume sollen deshalb nur dem Teil der Bevölkerung dienen, der unbedingt in den Städten bleiben muss. Es handelt sich um einen ersten Schritt zur Verwirklichung eines Projektes, dessen vollständige Ausführung nach dem Vorschlag einer besonderen Untersuchungskommission eine halbe Milliarde Kronen kosten wird. *NZZ*

Liquidation einer städtischen Fliegerabwehr

Die Stadt Winterthur hatte im Jahre 1941 auf eigene Kosten neun Flabgeschütze, neun Doppelmaschinengewehre sowie das weitere von der Armee als notwendig befundene Korpsmaterial beschafft. Im Zusammenhang mit der neuen Truppenordnung 1951 zeigte sich die Notwendigkeit, die örtlichen Fliegerabwehrorganisationen aufzuheben und sie der Armee-Flab anzugliedern. Der Stadtrat unterbreitet nun dem Grossen Gemeinderat einen Vertrag, in dem die Eidgenossenschaft verpflichtet wird, der Stadt Winterthur an die für die aktive Fliegerabwehr gehabten Aufwendungen von rund 829 000 Franken eine Entschädigung von 275 000 Franken auszurichten. Auf den Zeitpunkt der Vertragsaufhebung kann die Eidgenossenschaft über Personal und Material der örtlichen Fliegerabwehrorganisation frei verfügen. *NZZ.*

Offiziersgesellschaft des Kantons Zürich

Die Offiziersgesellschaft des Kantons Zürich teilt uns mit:

Die Generalversammlung der kantonalen Offiziersgesellschaft vom 11. März 1951 hat als neuen Präsidenten unserer Gesellschaft *Herrn Major i. Gst. Robert Lang,* Utoquai 41, Zürich 8, Tel. 24 13 24, gewählt. Geschäftsadresse: Schweiz. Kreditanstalt, Zürich 1, Paradeplatz, Postfach Zürich 1, Tel. 25 16 10.

Schweizerische Luftschutz-Offiziersgesellschaft - Société suisse des officiers de la Protection antiaérienne - Società svizzera degli Ufficiali di Protezione antiaerea

VII. Delegiertenversammlung der SLOG

Im altertümlichen, stimmungsvollen grossen Saal des Restaurants Schützenhaus in Basel fanden sich am Vormittag des 11. März 1951 dreissig Sektionsdelegierte, Zentralvorstandsmitglieder und Revisoren zur ordentlichen Delegiertenversammlung ein, die unter Präsident Hptm. Lüthi einen raschen und in kameradschaftlichem Tone gehaltenen Verlauf nahm. Mit Ausnahme zweier Sektionen hatten sich alle vertreten lassen. Tessin liess sich, wie das Zentralvorstandsmitglied Major Janner (Locarno) telegraphisch entschuldigen. Von der Sektion Ter. Kr. 9 a war leider wie gewohnt nichts zu vernehmen.